



la lettre de la. coopération décentralisée

MARS
2011

AVRIL
2011

Afrique	2
Amérique latine et Caraïbes	5
Asie	6
Europe	7
Méditerranée	8
Tourisme responsable/Jeunesse/Eau	12
Institutions européennes	13
Agenda	14
Publications	16

Afrique

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Libéral, vice-présidente de la communauté de communes de la Côte Roannaise

Réunion du groupe-pays Togo

La réunion du groupe pays Togo s'est déroulée le jeudi 7 avril 2011, dans les locaux de Cités Unies France. Parmi les thèmes abordés, l'accent a été mis sur la problématique de l'eau et de l'assainissement au Togo.

Le compte-rendu de la réunion sera prochainement disponible sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique62>

ACTUALITÉS TOGO

Depuis le 15 avril, Cyril Boutrou, volontaire à l'Union des Communes du Togo, a été remplacé par Guillaume Lannerée.

GUINEE

Première visite du président guinéen en France

Alpha Condé, Président de la République de Guinée, a effectué, du 22 au 24 mars, sa première visite officielle en France. Il y a rencontré le président de la République, le Premier ministre, le Maire de Paris ainsi que des entrepreneurs.

(Source : diplomatie.fr)

PUBLICATIONS DES PARTENAIRES

La Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT) a publié en janvier 2011 la 8^{ème} édition de ses cahiers thématiques, sur le thème de l'implication de la société civile dans la coopération transfrontalière.

Ce cahier thématique est disponible à l'adresse suivante :

http://www.espaces-transfrontaliers.org/Cahiers_MOT_8_FR.pdf



SAHEL

Adaptation de la coopération décentralisée au contexte sécuritaire

Une note d'orientation élaborée par la DAECT (Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales) est parue en février 2011 sur les contraintes de sécurité au Sahel et la poursuite de la coopération décentralisée.

Elle rappelle qu'il n'est pas question de stopper ou de suspendre les initiatives de coopération entreprises et insiste sur les consignes de sécurité que doivent respecter les différents acteurs, principalement les collectivités territoriales du fait de leurs actions en faveur du développement et qu'elles soient représentantes des interlocuteurs institutionnels légitimes et impliqués dans le processus de gouvernance.

La sécurité est donc de rigueur tout comme la poursuite des opérations de coopération par de nouveaux moyens plus adaptés à la situation actuelle au Sahel.

Un rappel est fait de l'importance et de la nécessité de la communication avec les ambassades concernées en mesure d'informer en temps réel sur la situation.

Cette note est disponible sur le site du ministère des Affaires étrangères et européennes en suivant le lien : <http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/article.asp?aid=619&menuid=631&lv=3>

Cette réflexion entamée en 2010 se poursuit au sein des groupes pays du pôle Afrique. Un document de synthèse est en préparation pour la fin du premier semestre 2011.

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille

Troubles au Sénégal

Depuis plusieurs mois déjà éclatent de part et d'autre du Sénégal des manifestations. Le pays est sujet à de fortes tensions sociales. Les coupures d'électricité pèsent sur la population comme sur l'économie et cela à un an des élections présidentielles auxquelles Abdoulaye Wade a annoncé se re-présenter pour la troisième fois.

Le 19 mars dernier, de nombreux Sénégalais ont choisi de descendre dans la rue pour manifester leur mécontentement face au pouvoir en place. Date symbolique puisqu'il s'agissait alors de l'anniversaire de l'alternance du 19 mars 2000 et de l'accession au pouvoir d'Abdulaye Wade.

Quelques heures avant les manifestations, le gouvernement avait dénoncé « un complot ». Le procureur de Dakar avait en effet « décidé de tuer dans l'œuf le complot visant à la réalisation d'un coup d'Etat en procédant à l'interpellation d'individus identifiés comme membres du complot ». Ceux-ci ont cependant été remis en liberté lundi 21 mars.

Ceci n'a pas empêché la population de manifester son mécontentement sans violence.

(Source : Jeune Afrique)

BURKINA FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, vice-président du Conseil régional du Limousin et adjoint au maire de Guéret

Manifestations à travers le pays

Après le décès dans des circonstances troubles du collégien Justin Zongo, 23 ans, des manifestations ont éclaté entraînant la mort de six personnes. Le gouvernement a réagi en limogeant le gouverneur et le chef de la police de la région du Centre-Ouest, en ordonnant la fermeture temporaire des universités publiques et la fin des services sociaux aux étudiants. Le pouvoir évoque une tentative de déstabilisation, l'opposition dénonce le climat de terreur que fait régner la police.

(Source : Jeune Afrique)

Agression du maire de Ouagadougou, Simon Compaoré

L'annonce de l'agression du maire de Ouagadougou lors des manifestations militaires du 22 mars 2011 a suscité de l'émotion au sein de Cités Unies France. Les membres du groupe-pays Burkina Faso et toute l'équipe de CUF lui souhaitent un bon rétablissement.

Réunion du groupe-pays

La réunion du groupe-pays Burkina Faso aura lieu le 8 avril au siège de CUF. A cette occasion seront principalement abordés : l'accès aux services liés à l'énergie ; la préparation des rendez-vous du groupe-pays en 2011.

Pour en savoir plus :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1185>

NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes Faucigny-Glières et adjoint au maire de Bonneville

Résultat de l'élection présidentielle au Niger

Le 14 mars 2011, la commission électorale nationale indépendante (CENI) a annoncé la victoire du candidat de l'opposition Mahamadou Issoufou avec 57,95% des suffrages contre 42,05% pour l'ex-premier ministre Seïni Oumarou. Les observateurs internationaux ont salué le bon déroulement du scrutin. Le nouveau président nigérien a été investi de ses fonctions le 6 avril à Niamey.

(Source : AFP)

PUBLICATIONS DES PARTENAIRES

La Direction de la Coopération Décentralisée du ministère des Affaires étrangères et européennes a publié l'édition 2010 du Guide du partenariat de la coopération décentralisée au Sénégal. L'objectif de ce guide est d'être un outil de conseil et d'information pour les collectivités locales sénégalaises et étrangères.

Ce guide est téléchargeable à l'adresse suivante : http://www.cooperationdecentralisee.sn/TMG/pdf/Guide_du_partenariat_2010.pdf



Le Programme Solidarité Eau (PSEau), l'ARENE Ile de France et le Fonds pour la promotion des Etudes préalables, des Etudes transversales et des Evaluations (F3E) a publié en février 2011 un guide pour concevoir et mettre en œuvre le suivi-évaluation des projets eau et assainissement.



Ce guide est disponible en version pdf à l'adresse suivante : http://www.pseau.org/outils/ouvrages/pseau_f3e_guide_suivi_evaluation_2011.pdf

ACTUALITÉS MALI

- A la suite des dispositions de rapatriement des Volontaires Internationaux d'Echange et de Solidarité prises par le MAEE en raison de la dégradation des conditions de sûreté au Sahel, les 11 volontaires « coopération décentralisée » du Mali quitteront le pays le 31 mars 2011.

- L'ancien préfet de l'Aube Christian Rouyer, 61 ans, a été nommé ambassadeur auprès de la République du Mali, en remplacement de Michel Reveyrand de Menthon, devenu ambassadeur de France au Tchad.

PROGRAMME CONCERTÉ



Le comité de pilotage du programme concerté « Aniya 3 » se réunira le 14 avril après-midi dans les locaux de CUF (et non le matin comme précédemment annoncé).



COOPERATION TRANSFRONTALIERE

Sous l'impulsion de plusieurs collectivités participant aux groupes-pays du pôle Afrique et de la Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT), une réunion introductive est proposée le jeudi 12 mai de 14h30 à 16h30, dans les locaux de CUF.

MALI

Président du groupe-pays : Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche et conseiller général de la Sarthe

Le 5 avril s'est déroulée la réunion du groupe santé Mali, à Cités Unies France

Divers projets tels que celui de la SMARA, concernant les femmes opérées de fistules obstétricales, ont été discutés.

Le compte-rendu sera prochainement disponible sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique57>

Mali, dix ans de décentralisation, bilan et perspectives

Le 17 mars dernier, au cours de la 11e édition des Journées des communes du Mali, les élus locaux de 703 communes se sont rencontrés afin de faire le bilan de dix ans de décentralisation et d'en envisager les perspectives.

Trois domaines de compétences ont été aujourd'hui transférés de l'Etat aux collectivités territoriales : l'éducation, la santé et l'hydraulique qui s'ajoutent à l'assainissement et à l'état-civil.

Une nette évolution est à noter mais de nombreuses insuffisances paralysent les communes, notamment du fait des conflits post-électorales.

(Source : AFP)

BENIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint-Germès Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Le Conseil constitutionnel valide l'élection présidentielle

En dépit d'une préparation laborieuse due au retard dans l'enregistrement d'environ un million d'électeurs, le Conseil constitutionnel béninois a validé la réélection du président Boni Yayi le 13 mars 2011, à Cotonou. L'organisation du scrutin, initialement prévu le 27 février et reporté à la demande de la commission électorale, de l'ONU et de l'Union africaine, a finalement abouti à la victoire au premier tour du président sortant avec 53% des voix. Lundi 21 mars, le candidat au second tour Adrien Houngbédji annonce qu'il conteste les résultats de l'élection et déclare qu'il se considère comme le « président élu ».

(Source : Jeune Afrique)

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Madagascar, Mauritanie)
Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Constance Koukouï, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo)
Courriel : c.koukouï@cites-unies-france.org

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Sénégal, programmes concertés)
Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

BRESIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Le Maire de Sao Paolo, Gilberto Kassab, en visite en France début mars 2011, pour renforcer la coopération franco-brésilienne

Gilberto Kassab s'est d'abord rendu à Paris, du 7 au 10 mars. A cette occasion, il a rencontré son homologue Bertrand Delanoë. Cette rencontre a permis de réaffirmer la coopération entre les deux villes sur les thèmes majeurs que sont l'aménagement urbain, la culture et la gestion municipale.

Gilberto Kassab s'est ensuite déplacé à Marseille, le 10 mars. Il a rencontré le maire Jean-Claude Gaudin afin d'aborder les thèmes que les deux villes ont en commun. Il a rencontré Michel Vauzelle, président de la région, avec laquelle Sao Paolo a signé un accord de coopération en 2002.

Sa tournée française s'est conclue les 11 et 12 mars par une visite de la ville de Lyon, en présence du sénateur-maire Gérard Collomb. Il a rencontré le président de la région Rhône-Alpes, Jean-Jack Queyranne, pour aborder les thèmes du développement économique durable, de la mobilité étudiante et de la formation en matière d'hôtellerie et de restauration.

La coopération entre la Communauté d'agglomération de Montpellier et Campinas se consolide

Du 13 au 15 avril 2011, la Communauté d'agglomération de Montpellier recevra une délégation de la ville de Campinas (état de Sao Paolo), conformément à l'accord-cadre signé par les deux municipalités en 2003. Cette délégation sera composée d'une trentaine de participants issus des milieux politiques, économiques et universitaires.

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes et vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine

Engagement de Nantes Métropole pour la coopération en Haïti

A l'occasion du Conseil de la Communauté urbaine de Nantes Métropole le 11 février 2011, Nantes Métropole a réaffirmé l'engagement durable pour une coopération en Haïti. Jean-Marc Ayrault, député-maire de Nantes et président de Nantes Métropole, a fait part de sa volonté d'instaurer un lien de coopération fort avec l'Association des Maires de la Grande Anse (AMAGA), association qui regroupe les maires de ce département du Sud-Ouest haïtien.

Nantes Métropole a exprimé sa volonté d'établir un accord-cadre ou une charte de coopération avec l'AMAGA sur des thèmes qui seront définis comme prioritaires par cette dernière. La coopération décentralisée de Nantes Métropole avec l'AMAGA nécessitera l'implication de diverses directions administratives et techniques de Nantes Métropole.

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (pôle Amérique latine et Caraïbes)

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Mexique)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS ARGENTINE

Appel à projets 2011-2012 du ministère des Affaires étrangères et européennes en soutien à la coopération décentralisée France - Argentine

Le ministère français des Affaires étrangères et européennes a lancé le 2ème Appel à projets de coopération décentralisée pour l'association de collectivités territoriales françaises et argentines, du 15/03 au 15/06 2011. Vous trouverez l'appel et le formulaire de dépôt de projets sur le site de la DAECT du MAEE :

<http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/article.asp?menuid=501&lv=2&aid=506>

La région Rhône-Alpes s'engage dans une coopération avec la province de Mendoza en Argentine

La région Rhône-Alpes a signé, le 9 mars 2011, un accord de coopération avec la Province de Mendoza à l'occasion de la mission en Argentine conduite par le vice-président du Conseil régional Rhône-Alpes délégué à l'Agriculture et au Développement rural, Michel Grégoire. Ce nouveau partenariat portera sur les domaines suivants : l'agriculture (dont la viticulture) et l'agro-alimentaire ; les parcs naturels régionaux ; le tourisme rural et de montagne ; l'environnement et l'agro-environnement ; l'enseignement supérieur, la recherche et la formation, notamment en rapport avec les domaines précités.

ACTUALITÉS HAÏTI

Michel Martelly a remporté l'élection présidentielle

Les électeurs haïtiens ont voté pour le second tour du scrutin présidentiel le dimanche 20 mars 2011. Les deux candidats à la présidence étaient Michel Martelly de la plateforme Repons Peyizan (Réponse des paysans) et Mirlande Manigat du Rassemblement des Démocrates Nationaux Progressistes (RDNP). Le Conseil électoral provisoire a annoncé la victoire de Michel Martelly avec 67,57% des voix.

(Source : RFI)



Les drapeaux français et japonais en berne devant l'Hôtel de Ville de Compiègne (ville jumelée avec Shirakawa), en signe de solidarité

INDE

Président du groupe-pays : Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes d'Armor, président de l'Assemblée des Départements de France

Séminaire franco-indien sur l'écotourisme, les 5 et 6 mai 2011, à Goa

A la suite des premières Assises de la coopération décentralisée franco-indienne de janvier 2010, le MAEE/DAECT, l'Ambassade de France en Inde ainsi que la Confédération des Industries Indiennes (CII) organisent les 5 et 6 mai 2011 à Goa (Inde) le premier séminaire franco-indien portant sur la thématique écotourisme.

CUF, la Plateforme Coopération et Tourisme Responsable (PCTR), l'ANVPAH, l'IHCN-F et Atout France sont partenaires de cet événement qui sera une occasion pour les collectivités françaises de mettre en avant leur expertise en matière de développement touristique durable. Ce séminaire sera une porte d'entrée pertinente pour exposer les bonnes pratiques de coopération décentralisée portant sur l'écotourisme en Inde et dans la sous-région. Pour tout complément d'information :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1225>

Appels à projets

L'appel à projets éco cités de la délégation de l'Union européenne basée à Delhi est sorti. Il est disponible uniquement en version anglaise pour l'instant, notamment sur le site de CUF dans notre espace géographique Inde.

A noter : l'appel à projets conjoint franco-indien sera lancé le 15 avril.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Simoné Giovetti, chargé de mission (Pakistan, Arménie)

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

JAPON

Séisme au Japon - mobilisation des collectivités territoriales

Le 11 mars 2011, un terrible tremblement de terre est survenu au Japon, à 14h46 heure locale, soit 6h46 en France. Il s'est produit sous l'eau, à 24 km de profondeur, au large de l'île d'Honshu au nord-est du pays.

Ce séisme, d'une magnitude extrêmement élevée de 9,0, est le plus violent jamais enregistré au pays du Soleil Levant : il a été durement ressenti jusqu'à Tokyo, à des centaines de kilomètres de Sendai. Il a engendré un tsunami d'une hauteur de plus 10 mètres qui s'est abattu dix minutes après sur les côtes japonaises, sur le port de Sendai et toutes les côtes aux alentours.

Les secousses du tremblement de terre ont provoqué une autre catastrophe : la centrale nucléaire de Fukushima, au sud de Sendai et à 300 km au nord de Tokyo, a été fortement endommagée et les bâtiments abritant les réacteurs ont explosé. Le risque nucléaire plane toujours sur les habitants, évacués dans une zone de 30 km autour de la centrale. Les autorités japonaises mettent actuellement tout en œuvre pour contenir ce risque.

Dans les régions dévastées de la côte nord-est, les sauveteurs continuent de collecter les corps des victimes. Le bilan provisoire dépasse les 28 000 morts et disparus, dont 13 300 décès confirmés par la police.

Les collectivités territoriales françaises se sont mobilisées pour venir en aide aux collectivités japonaises. L'ampleur de la catastrophe est telle que Cités Unies France, à la demande de ses adhérents, a décidé d'ouvrir un fonds d'urgence.

- **Un compte bancaire spécial pour le fonds « Collectivités territoriales – séisme Japon »** a été créé et pourra être abondé par toute collectivité locale désireuse de répondre à cet appel à solidarité. L'argent recueilli est destiné aux collectivités japonaises sinistrées : il sera distribué en coopération avec le Centre japonais des collectivités locales (CLAIR) et servira à l'urgence ainsi qu'à la reconstruction à long terme. Pour plus d'informations, merci de prendre contact avec Katarina Fotic (k.fotic@cites-unies-france.org).

- **La réunion spéciale « Séisme Japon »** a eu lieu le 29 mars 2011, dans les locaux de Cités Unies France, en présence de l'Ambassade du Japon en France et CLAIR Paris.

- **La première réunion du comité de pilotage français**, dans le cadre des Troisièmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée, qui a eu lieu le 6 avril 2011, a été mise à profit pour réfléchir collectivement à l'aide que les collectivités territoriales françaises peuvent apporter au peuple japonais.

- **Site Internet de Cités Unies France** : mise à jour quotidienne des actions de solidarité envers le Japon menées par les collectivités françaises : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1213>

SERBIE

Président du groupe-pays : Alain Frémont, adjoint au maire de Nevers

Les cours de français à Sremska Mitrovica

Les cours de français à Sremska Mitrovica, que la ville de Nevers organise en partenariat avec l'Institut Français de Serbie (ex-CCF), ont repris en 2011.

En 2010, les villes de Nevers et Sremska Mitrovica ont lancé un projet de création d'une chambre d'agriculture pour la région de Srem. Côté neversois, la chambre d'agriculture de la Nièvre s'est engagée à proposer, après une mission d'expertise, un contenu de formation destiné au futur staff et aux agriculteurs de la région. Dans le cadre de sa participation au Programme de coopération décentralisée multilatérale France/Balkans, piloté par la région Auvergne, Nevers organisera à Sremska Mitrovica, conjointement avec ALDA et la municipalité de Sremska, un atelier portant sur les politiques jeunesse fin mai 2011. Cet atelier s'appuie notamment sur un financement du ministère des Affaires étrangères et européennes.

Face au constat d'une sous-utilisation des fonds européens en Serbie, l'Ambassade de France à Belgrade a organisé une formation pilote au montage de projet européen pour les jeunes de Sremska Mitrovica. Avec l'appui d'un consultant en financement européen, cette formation a permis la rédaction de trois dossiers de coopération entre Sremska et Nevers dont les thèmes sont : la promotion du volontariat, la rénovation d'un parc urbain en centre ville de Sremska Mitrovica et la mise en place d'une gestion différenciée des déchets. Le lancement d'un ou plusieurs de ces projets aura lieu en 2011.

ACTUALITÉS BALKANS



Le Courrier des Balkans
Le portail francophone des Balkans

Une vague de contestation inédite secoue la Croatie

Citoyens révoltés rassemblés via Facebook, jeunes anticapitalistes, vétérans de guerre : les manifestations se suivent mais ne se ressemblent pas toutes. Chaque soir ou presque, des milliers de personnes défilent dans les rues de Zagreb, et d'autres villes, comme Split, Rijeka, Pula ou Osijek, exigeant le départ du Premier ministre, Mme Jadranka Kosor, et du gouvernement HDZ. Les manifestants brûlent des drapeaux européens, mais la cohérence politique du vent de révolte qui souffle en Croatie n'apparaît pas encore clairement. Ce vent de contestation inédit gagne aussi la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro, où des cortèges ont aussi défilé ces derniers jours.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Europe du Sud-Est)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS BALKANS

Deux visions contradictoires de la Bosnie-Herzégovine

Plus de cinq mois après les législatives, la Fédération croato-musulmane s'est dotée d'un gouvernement. Malgré les pressions de Bruxelles, les deux principaux partis croates ont refusé de rejoindre la coalition menée par le SDP et le SDA, qu'ils considèrent comme « illégale ». Des milliers de Croates ont manifesté jeudi 17 mars contre un gouvernement sans le HDZ BiH ni le HDZ 1990. Deux conceptions de la Bosnie-Herzégovine s'opposent toujours : celle d'une société multiethnique, pluraliste, démocratique et euro-atlantique d'une part, et celle d'un pouvoir partagé entre trois oligarchies nationalistes. La crise post-électorale se poursuit avec le durcissement des positions des partis croates.

Vladimir Poutine fait une mini-tournée balkanique sur les questions de l'énergie

Vladimir Poutine a effectué une nouvelle tournée balkanique. Il était en Slovénie le 22 mars, et à Belgrade le lendemain, à la veille du douzième anniversaire du début des bombardements de l'OTAN. La visite était dominée par les enjeux économiques, et surtout le gazoduc South Stream. En effet, les Balkans sont toujours tiraillés entre la Russie et l'Union européenne, que ce soit pour l'approvisionnement en gaz et en pétrole, la construction de centrales électriques ou les fusions-acquisitions d'entreprises énergétiques. La région occupe une position stratégique sur la route des approvisionnements nécessaires à l'Europe occidentale, tandis que l'obsolescence des installations, le processus de privatisation et le potentiel de production suscitent tous les convoitises.

ACTUALITÉS RUSSIE

Bourse aux jumelages de Cités Unies France

La ville de Beslan (Fédération de Russie, District du Nord Caucase, République d'Ossétie du Nord, département de la Rive Droite) souhaite mettre en place un partenariat et/ou un jumelage avec une ville française.

Pour plus d'informations :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1216>

Méditerranée

ACTUALITÉS TUNISIE

Organisation d'une mission de Cités Unies France, du 17 au 20 avril 2011

A la suite de la dernière réunion du groupe-pays Tunisie, les collectivités territoriales françaises ont décidé l'organisation d'une mission politique au mois de mai prochain.

Latifa Chay, adjointe au maire de Romans sur Isère, et Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France, se rendront à Tunis, du 18 au 20 avril prochain dans le cadre d'une mission préparatoire.

Le G8 soutient les transitions démocratiques pacifiques

Les ministres des Affaires étrangères du G8, réunis à Paris les 14 et 15 mars dernier, ont affirmé qu'ils étaient prêts à assister la Tunisie, si elle le souhaite, dans sa transition démocratique, notamment pour l'organisation rapide et le suivi des processus électoraux. Ils sont également prêts à aider le pays à faire face aux défis économiques et sociaux dans la région.

(Source : MAEE)

Les Nations Unies soutiennent le processus démocratique

Le 22 mars dernier, à Tunis, Ban Ki-moon a promis une aide des Nations Unies pour réussir ce mouvement et construire une démocratie participative. L'ONU propose d'accompagner le processus électoral en envoyant des experts pour aider à élaborer la nouvelle constitution, restaurer l'Etat de droit et promouvoir les droits de l'Homme.

(Source : RFI)

ACTUALITÉS ALGERIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, adjoint au maire de Gières

Matinée débat avec Mohamed Benmeradi, le 20 avril, au siège d'UBIFRANCE. UBIFRANCE et l'ACFCI, en partenariat avec la CGPME, organisent une matinée débat avec Mohamed Benmeradi, Ministre algérien de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, en vue de préparer notamment le Forum de partenariat Algérie-France (Hilton Alger du 29 au 31 mai) et la participation française à la Foire d'Alger (du 1^{er} au 6 juin).

TUNISIE

Adoption du code électoral régissant l'élection de l'Assemblée Nationale Constituante le 24 juillet 2011

Le 3 mars dernier, Foued M'Bazzaa, Président de la République par intérim, a annoncé dans une allocution au peuple tunisien l'organisation prochaine, pour le 24 juillet, d'une Assemblée Nationale Constituante en Tunisie.

Il a indiqué que dans le but d'élire, le 24 juillet 2011, l'Assemblée Nationale Constituante démocratiquement et conformément aux principes de la révolution, un système électoral spécial sera mis en place à cet effet par le biais de la rédaction d'un Code électoral.

La Commission Nationale pour la Réforme politique (présidée actuellement par Yadh Ben Achour est chargée de préparer la rédaction de ce Code électoral.

Il est à souligner que la Commission Nationale pour la Réforme politique a été institutionnalisée le 18 février par le Décret-loi N° 6/2011 et a également changé de nom pour s'appeler désormais : "la commission pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique".

L'ensemble des représentants du peuple tunisien, c'est-à-dire les différentes personnalités politiques et nationales, les représentants des différents partis politiques, d'instances, d'organisations, d'associations et de composantes de la société civile, est appelé à participer à l'élaboration de ce Code électoral conjointement avec la Commission Nationale pour la Réforme politique. Cette participation des différents représentants du peuple tunisien est instaurée non pas en dehors de la Commission pour la Réforme Politique mais en son sein même, c'est-à-dire par une représentation au sein du Conseil relevant de la Commission nationale pour la Réforme politique.

Le 11 avril 2011, le Conseil de la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, a adopté, à la majorité, le décret-loi relatif à l'élection de l'Assemblée nationale Constituante.

Le conseil a également adopté le mode de scrutin relatif aux élections, prévu par les dispositions de l'article 32 du projet.

Il s'agit d'un scrutin majoritaire à un tour, en vertu duquel la répartition des sièges au niveau des circonscriptions électorales s'effectue sur la base de la représentation proportionnelle.

Mettant l'accent sur les acquis réalisés par le code du statut personnel (CSP) au profit de la femme tunisienne, la majorité écrasante a exigé des membres de l'Instance d'amender le contenu de l'article 16 qui accorde aux femmes 25% du nombre de sièges de la Constituante.

Cette demande a été prise en compte avec l'amendement de l'article, dans sa version finale, qui stipule que la présentation des candidatures doit tenir compte de la parité entre femmes et hommes, avant un classement des candidats dans les listes sur la base du principe de l'alternance, avec annulation des listes qui ne respectent pas cette règle.

La version finale de cet article, objet de litige entre les membres du Conseil depuis le début des débats sur ce projet de décret-loi, a été finalement acceptée par les membres de l'instance.

Pour plus d'informations :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1238>

Méditerranée

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

Réunion du comité de pilotage français des Assises de la coopération décentralisée libano-française

Le comité de pilotage des assises de la coopération libano-française qui devrait se tenir les 11 et 12 juillet 2011, à Beyrouth, s'est réuni le 24 mars dernier, à l'Hôtel de Ville de Lyon.

Cette rencontre a permis d'élaborer un pré-programme détaillé du déroulement des assises, dont la date demeure provisoire, car la situation politique intérieure au Liban n'est pas vraiment stabilisée.

La décision du maintien ou de l'ajournement sera prise à la fin du mois en concertation avec le BTVL.

La prochaine réunion du comité de pilotage français pour l'organisation des assises libano-françaises aura lieu le mercredi 27 avril 2011. La question du déroulé des tables rondes sera discutée.

La participation à cette réunion est élargie aux collectivités locales chefs de file pour les tables rondes, ainsi que les collectivités intéressées par l'événement.

ACTUALITÉS LIBAN

Des tensions politiques qui se poursuivent

Une foule a répondu à l'appel du Premier ministre sortant Saad Hariri pour commémorer l'anniversaire de la « révolution du cèdre ». Désormais, la coalition du 14 mars ne réclame plus seulement la vérité sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, mais aussi le désarmement du Hezbollah. Le parti chiite, lui, refuse catégoriquement de rendre les armes.

(Source : RFI, 13 mars 2011)

Visite de la délégation libanaise annulée

La venue de la délégation libanaise, initialement prévue en février, a été de nouveau reportée. Son report est envisagé pour début mai 2011.

ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Réunion du groupe-pays Israël sur les Assises franco-israéliennes qui auront lieu du 25 au 28 octobre 2011, à Haïfa

Le comité de pilotage s'est réuni le 21 mars pour déterminer les thématiques des tables rondes (développement économique sur le tourisme solidaire ; développement durable sur l'eau et l'énergie ; services urbains à la population ; sécurité civile ; jeunesse) et des ateliers (culture), en accord avec ULAI. Un atelier « dialogue » a été proposé aux collectivités israéliennes.

ACTUALITÉS MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca-Serra, adjoint au maire de Marseille

Réforme de la constitution marocaine

Le roi Mohamed VI a promis il y a trois semaines de réformer ce texte pour démocratiser le régime. La commission en charge de cette réforme a entamé les consultations avec les partis politiques depuis le 28 mars. Les syndicats ainsi que les jeunes (notamment ceux qui ont organisé les manifestations depuis le 20 février) devraient être sollicités. Un site Internet créé par deux informaticiens marocains et spécialement conçu pour enregistrer les propositions de réformes a déjà reçu plus de 320 000 visites.

La commission devra rendre sa copie fin juin puis le nouveau texte sera soumis à référendum.

(Source : <http://www.rfi.fr/afrique/20110328-maroc-ouverture-des-consultations-pour-une-nouvelle-Constitution>)

Une délégation ministérielle marocaine a été reçue par Alain Juppé, le 23 mars 2011

Six ministres marocains et une trentaine d'hommes d'affaires étaient présents. Une rencontre au MEDEF a eu lieu sur le thème de l'investissement au Maroc ainsi qu'une autre rencontre avec Christine Lagarde, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, portant sur les perspectives de développement des échanges économiques dans le cadre bilatéral et celui de l'UE.

(Source : MAEE)



Méditerranée

ACTUALITÉS PALESTINE

Prochaine réunion du RCDP

La prochaine réunion du Réseau aura lieu le 19 avril prochain à Montreuil (9h30 à 17h00) Place Jean-Jaurès.

La réunion se déroulera en deux parties. La matinée sera consacrée à la thématique de l'eau et l'assainissement dans les projets de coopération décentralisée franco-palestinienne.

L'après-midi nous permettra d'échanger sur la prochaine édition des Assises prévue en Palestine.

PALESTINE

Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Le Fonds d'urgence Gaza

Dans le cadre du Fonds d'urgence Gaza, le RCDP contribue à hauteur de 10 000 euros au projet de réhabilitation du Parc de la Paix Barcelone, dans le quartier Tal-Al Hawa à Gaza. Ce projet, développé par les municipalités de Barcelone et de Gaza, vise à reconstruire le parc urbain finalisé en mars 2005 et détruit lors des attaques israéliennes de janvier 2008. Différentes autorités locales françaises (RCDP et CUF) et espagnoles (FAMSI et FCCD) ont proposé d'élargir le projet à une amélioration de l'environnement du parc et du quartier, amélioration essentielle pour permettre un meilleur accès à la ville, et notamment à l'université Al Aqsa proche du parc.



Tensions à la frontière entre Israël et la bande de Gaza

Des tirs de mortiers et de roquettes en provenance de la bande de Gaza ont déclenché, le 22 mars, des raids israéliens qui ont fait au moins 8 morts palestiniens, dont des enfants. Le porte-parole de l'armée israélienne a présenté ses excuses pour cette « bavure », soulignant que le tir visait un groupe d'éléments du Jihad.

Le Fonds d'urgence Gaza contribue à l'achat et l'installation de jeux pour enfants (des balançoires, un toboggan, un tourniquet...) et à la réalisation de travaux d'aménagement paysager (achat et mise en place de terreau, d'engrais et d'arbres) pour le parc.

Ce projet est le cinquième du Fonds de solidarité et d'urgence à Gaza, financé par les collectivités françaises engagées avec le RCDP et CUF.



Méditerranée

COOPERATION VILLE DE MONTREUIL - BEIT SIRÀ (TERRITOIRES PALESTINIENS)

Présentation et actualités pour la Lettre d'information du RCDP

La coopération entre Montreuil et Beit Sira, village frontalier enclavé au nord-est de Ramallah et limitrophe du Mur de sécurité israélien, a pris en 2009 un nouvel élan à la faveur du Protocole de coopération signé entre les deux communes.



La coopération avec Beit Sira a été identifiée comme l'une des deux coopérations prioritaires de la Ville de Montreuil (avec le Mali), répondant à sa volonté de recentrer sa politique des échanges internationaux sur une coopération de projet au bénéfice des populations.

L'objectif de cette coopération est de parvenir au renforcement des capacités et initiatives locales, à l'amélioration des conditions de vie des habitants et au respect de leurs droits fondamentaux.

Projets en cours : réhabilitation du réseau d'eau et amélioration du service local de l'eau ; amélioration de la gestion des déchets ; développement des activités de l'École maternelle. Ces projets sont cofinancés par le MAEE, l'Agence de l'Eau Seine Normandie et la ville de Montreuil.

Dans le cadre de sa politique d'éducation au développement, la ville soutient également un échange entre l'école maternelle de Beit Sira et une école maternelle montreuilloise.

Dominique Voynet, maire de Montreuil, et Claude Reznik, conseiller municipal délégué aux Populations migrantes et à la Coopération internationale, se rendront dans les Territoires palestiniens en mai 2011.

Pour plus d'informations :

Simoné Gioveti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Courriel : s.gioveti@cites-unies-france.org

Linda Naili, chargée de mission (Algérie, Maroc)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Hajer Skah, chargée de mission (Liban, Tunisie)

Courriel : h.skah@cites-unies-france.org

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org



Brèves sur les partenariats et l'accompagnement des collectivités locales françaises du RCDP

Coopération Gennevilliers - Al-Bireh

Dans le cadre de la coopération décentralisée entre la ville de Gennevilliers/France et Al-Bireh/Palestine, des enfants d'Al-Bireh participeront l'été prochain à une rencontre internationale pour les enfants, qui aura lieu à Gennevilliers, et qui traitera de plusieurs thématiques (la paix, la nourriture, le climat, la santé, l'eau, etc.). Pour amorcer ce projet, le centre de loisirs Robert Desnos à Gennevilliers est entré en contact avec le RCDP pour organiser une première vidéo conférence entre des enfants de Gennevilliers et des enfants d'Al-Bireh.

Coopération CG94 et les villes de Qalqilia, Jenine et Toulkarem

Par convention, le RCDP assure la gestion financière des projets prioritaires à Jenine et à Qalqilya cofinancés par le CG93 et le CG94. En coordination avec le CG94, le RCDP a effectué le deuxième paiement du projet prioritaire à Qalqilya (canalisation et assainissement). Une mission technique du CG94 et du CG93 s'est rendue en Palestine entre le 20 et le 24 février 2011 dans les trois villes partenaires et à la PWA (l'autorité palestinienne de l'eau) afin d'étudier les phases du projet de l'étude diagnostique des réseaux d'eau et d'assainissement dans les trois villes.

Ville de Paris

La Ville de Paris a mis en place un projet de schéma directeur de l'eau à Jéricho ; une mission de la Ville de Paris s'est rendue en Palestine début février. Elle était composée de deux ingénieurs d'Eau de Paris ainsi que de la chargée de Coopération décentralisée à la ville de Paris. Une rencontre d'échanges a été organisée entre la chargée de Coopération décentralisée à la Ville de Paris et le chargé de mission RCDP à Ramallah le 5 février 2011.

Belfort - Hébron

Le chargé de RCDP a accompagné la délégation de Belfort à la Ville d'Hébron présidée par le maire de Belfort Etienne Butzbach le 19 et le février 2011. L'objectif principal était d'étudier la faisabilité d'une coopération universitaire entre l'IUFM de la Franche-Comté et l'Université d'Hébron.

Thématiques

ACTUALITÉS JEUNESSE

Volontaires de la Solidarité Numérique

Fin mars a été signée, au siège de France Volontaires, la convention liant l'association, l'Agence Mondiale de la Solidarité Numérique (ASN) et le Réseau Education pour tous en Afrique (REPTA). Le principal objectif de cette convention est de contribuer au développement de l'éducation numérique en Afrique en s'appuyant sur les programmes de coopération décentralisée au travers des projets de jumelages éducatifs « Sankoré » et/ou mis en œuvre dans des partenariats conclus par le REPTA.

Il s'agit également d'initier un programme de volontariat de solidarité numérique (VSN) visant à promouvoir l'engagement de la jeunesse dans la lutte contre la fracture numérique. Les trois parties ambitionnent de mobiliser au moins une dizaine de volontaires pendant la durée du présent accord.

Enfin, ce partenariat devrait permettre à des jeunes de bénéficier d'une expérience riche, au service de cet enjeu, en faisant valoir leurs compétences dans le cadre de projets de coopération entre des collectivités territoriales françaises et celles du Sud.

EAU

Réunion internationale du lancement du processus « Autorités locales et régionales »

La réunion internationale du lancement du processus « Autorités locales et régionales » du 6ème Forum mondial de l'eau aura lieu à Lyon, les 30 et 31 mai, à l'initiative du Conseil national français du comité international d'organisation du Forum.

ACTUALITÉS - CONFERENCE

Le 25 mars 2011, à l'espace Culture de l'Université de Lille 1, s'est déroulée la conférence : « Crises et Coopérations : Quelles perspectives pour demain ? » Cités Unies France a participé à une matinée d'échange sur « la crise » (alimentaire, sécuritaire, financière) et ses impacts dans la coopération, en essayant d'apporter ses contributions sur les nouveaux enjeux. La table ronde était organisée par l'université de Lille.

TOURISME RESPONSABLE

Président du groupe thématique : Jean-Claude Mairal, conseiller municipal de Creuzier-le-Vieux, conseiller communautaire à Vichy Val d'Allier et secrétaire du Pays Vichy Auvergne

Réunion du Groupe de travail Tourisme de CGLU, du 16 au 19 mai 2011, à Nantes

La région Pays de la Loire accueillera, du 16 au 19 mai, la seconde réunion du Groupe de travail « Tourisme responsable » de CGLU.

Cette journée est ouverte aux collectivités du groupe tourisme de Cités Unies France et aux membres du réseau de la Plate-forme coopération et tourisme responsable sur invitation.

Cette réunion se déroulera en deux temps. Tout d'abord, le 16 mai 2011 se tiendra la séance plénière, journée d'ouverture et de présentation des travaux engagés depuis la première réunion tenue au Yucatan (Mexique) du 22 au 26 novembre 2010. Sera notamment présenté le diagnostic du tourisme solidaire sur les cinq continents, proposé par les chercheurs de l'ITBS d'Angers.

Ensuite, du 17 au 19 mai, se déroulera l'atelier de terrain, ouvert uniquement aux collectivités membres du groupe de travail de CGLU. Si vous souhaitez y participer et que vous n'êtes pas encore membre, vous êtes invités à remplir la fiche que nous vous avons fait parvenir et la renvoyer au Secrétariat de la Présidence. Mais, en raison d'un nombre de places limitées, l'organisateur se réserve le droit de refuser certaines inscriptions. La journée de lancement du 16 mai 2011 se tiendra à l'Hôtel de Région des Pays de la Loire, à Nantes.

Plate-forme coopération et tourisme, Focus Sénégal : bilan et perspectives

Le 4 mars 2011 s'est tenue une réunion Plate-forme Coopération et tourisme responsable axée sur le Sénégal. Elle a réuni 17 personnes (collectivités, ministères, associations, instituts de recherche, institutions) dont 8 collectivités. Des pistes ont été évoquées afin que ces différents acteurs mettent en place des actions concertées et mutualisées. Afin que les discussions se poursuivent, les collectivités vont mobiliser leurs partenaires au Sud dans le cadre du salon TICAA qui se tiendra le 28 mai, à Dakar.

Compte-rendu du groupe de travail Tourisme de CGLU prochainement disponible

Le compte-rendu de l'atelier 1 du groupe de travail « Tourisme responsable et développement durable » de CGLU vient de paraître, nous vous préviendrons de sa mise en ligne sur le site.

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Linda Naïli, chargée de mission (Jeunesse)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Eau)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

Institutions européennes

Pôle d'expertise européenne : service d'accompagnement sur mesure auprès des collectivités

Le pôle d'expertise européenne, initié par Cités Unies France et l'Agence française de développement, propose un service de soutien aux collectivités. Ce pôle a pour but d'appuyer les collectivités dans leur recherche de financements européens dans une démarche pédagogique de transfert de compétence et de formation. Le pôle se compose d'experts et de consultants « labellisés » qui accompagnent Cités Unies France dans ce travail auprès des collectivités.

Ce pôle propose divers services à la demande des collectivités tels que par exemple :

- l'accompagnement à la compréhension des subventions européennes,
- l'accompagnement à la rédaction de dossiers de demande de subventions,
- l'accompagnement au suivi de contrat avec l'Union pour les subventions obtenues.

Les collectivités intéressées par ces services peuvent prendre contact avec Cités Unies France. Pour le service d'accompagnement à la rédaction de demande, il est conseillé de s'adresser au pôle d'expertise le plus en amont possible des dépôts pour assurer les plus grandes chances de succès.

Les activités du pôle d'expertise européen :

Rencontre entre les élus et les institutions européennes, les 9 et 10 juin 2011

Les 9 et 10 juin prochains, Cités Unies France et l'AFCCRE organisent deux journées à Bruxelles à l'attention des élus locaux. Ces deux journées seront l'occasion pour les élus de rencontrer les interlocuteurs clés de la politique d'aide extérieure de l'Union européenne tels la Commission européenne, le service européen pour l'action extérieure, la banque européenne d'investissement, la représentation permanente de la France. Une réflexion collective sur le montage de projet de développement sera également proposée.

Pour plus d'informations sur cet événement, qui nécessitera une participation financière à l' hauteur d'environ 1 000 euros, merci de prendre contact avec Camille Borella (c.borella@cites-unies-france.org).

Platforma : 2 ans d'action européenne

Les assises de la coopération décentralisée à Bruxelles ont été l'occasion pour Platforma d'organiser une conférence sur ses deux années de travaux auprès de l'UE. La forte participation, près de deux cents participants, et la présence du commissaire au développement Andris Piebalgs témoignent de l'avancée forte dans la reconnaissance du travail des collectivités territoriales auprès de l'Union européenne.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Le comité des Régions a organisé, les 29 et 30 mars, les assises de la coopération décentralisée à Bruxelles

Les deuxième assises de la coopération décentralisée organisée par le Comité des Régions ont eu lieu à Bruxelles. Bénéficiant d'une grande influence, ces assises ont été l'occasion d'échanges et de discussions informels entre les collectivités européennes et leurs collectivités partenaires invitées par le Comité des Régions. Les thématiques suivantes ont été abordées : l'approche territoriale du développement et gouvernance multi-niveaux, la coopération décentralisée pour le développement durable, le rôle des autorités locales pour la croissance inclusive et l'apport des autorités locales à la sécurité alimentaire.



(Photo : Thierry Monasse)

Cette structuration d'atelier a permis de rappeler l'absence tout à fait regrettable de la gouvernance locale dans ce livre vert. Andris Piebalgs, commissaire européen en charge du développement, a affirmé le rôle incontournable des collectivités territoriales et de la décentralisation dans le développement.

Un atelier portait sur le dialogue structuré et les nouvelles possibilités de financements envisageables. Cet atelier a réaffirmé ces ouvertures pour se diriger vers des financements plus flexibles, plus simples, plus durables et plus spécifiques.

Agenda de la coopération décentralisée



Forum pour la Coopération
Internationale des Collectivités

Jeudi 7 et vendredi 8 juillet 2011 - Palais des Congrès de Paris



Deuxième édition du Forum de la coopération internationale des collectivités locales :
7 et 8 juillet 2011 au Palais de Congrès à Paris

Les inscriptions en ligne seront ouvertes à partir du 30 avril 2011 : <http://coopdec-icic.org/>
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1227>

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Première réunion d'information concernant le processus « Autorités locales et régionales » du 6 ^{ème} Forum mondial de l'eau	MAEE	1 ^{er} avril	Commission « Autorités locales » du comité français d'organisation du Forum de l'eau
Réunion du groupe santé Mali	CUF	5 avril (après-midi)	CUF
Première réunion du Comité de pilotage français des Troisièmes Rencontres franco-japonaises	CUF	6 avril	Comité de pilotage
Réunions des organisations françaises du Programme Concerté Maroc	Maison des Initiatives Etudiantes, Paris	6 avril	PCM/Solidarité Laïque
Rencontres nationales de la jeunesse à l'international	Dijon	7 avril	CUF / Conseil régional de Bourgogne
Réunion du groupe-pays Togo	CUF	7 avril (matin)	CUF
Réunion du groupe des coopérations tripartites Burkina Faso - Allemagne - France	CUF	7 avril (après-midi)	CUF
Réunion du groupe-pays Burkina Faso	CUF	8 avril (matin)	CUF
Réunion du Bureau exécutif de Cités Unies France	CUF	13 avril	CUF
Formation « Comment répondre aux appels à propositions européens ? »	AFD	13 - 15 avril	CUF
IV ^{ème} Rencontre de la coopération décentralisée	Medellin (Colombie)	13 - 15 avril	ACI/ Programme ART du PNUD
Comité de pilotage du Programme Concerté Aniya	CUF	14 avril (après-midi)	CUF
Mission technique en Tunisie	Tunis	18 - 20 avril	CUF

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Réunion du comité de pilotage du Programme concerté Liban	CUF	27 avril	Comité de pilotage
4 ^{ème} Forum annuel Convergences 2015	Hôtel de ville de Paris	3 - 5 mai	Convergences 2015/ACTED/ Crédit Coopératif/Mairie de Paris
Conférence finale du dialogue structuré	Budapest	5 - 6 mai	Commission européenne
Journée annuelle de la coopération décentralisée	Paris	7 mai	Ambassade du Burkina Faso à Paris
Réunion du groupe-pays Mali	CUF	12 mai (matin)	CUF
Réunion transversale « coopération transfrontalière et coopération décentralisée avec l'Afrique »	CUF	12 mai (après-midi)	CUF/ Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT)
Colloque national « Coopération santé France-Vietnam »	Lorient	12 mai	APPEL
Deuxième réunion du groupe de travail Tourisme de CGLU	Région Pays de la Loire	16 - 19 mai	Groupe de travail tourisme de CGLU
Réunion du groupe-pays Niger	Bonneville	21 mai (à confirmer)	Communauté de Communes Faucigny Glières/ CUF
Réunion internationale du lancement du processus « Autorités locales et régionales » du 6 ^{ème} Forum mondial de l'eau	Lyon	30 - 31 mai	Conseil national français du comité international d'organisation du Forum
Séminaire d'élus à Bruxelles	Bruxelles	9 - 10 juin	
Première université de printemps du développement durable	Chefchaouen (Maroc)	16 - 18 juin	Association marocaine des éco-villes
Forum des coopérations décentralisées avec le Burkina Faso	Chambéry	25 - 26 juin	Ville de Chambéry / CUF
9 ^{ème} Forum Mondial du Développement Durable : « Les enjeux géostratégiques de la Méditerranée et de l'espace européen : Environnement, Energie, Développement »	Paris	27 - 28 juin	Passages/ADAPes
Forum pour la coopération internationale des collectivités / Assemblée générale de Cités Unies France	Paris, Palais des Congrès	7 - 8 juillet	CUF / ICIC
Assises de la coopération décentralisée libano-françaises	Beyrouth	11 - 12 juillet	Groupe-pays Liban de CUF

Publications

Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2011)

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque (inclus “profils des régions tchèques”)	2005
DPRU	Dossier pays Russie (à paraître)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPJA	Dossier pays Japon (deuxième édition - avril 2010!)	2010
DPVN	Dossier pays Vietnam (à paraître)	2011
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPLI	Dossier pays Liban	2007
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPBR	Dossier pays Brésil (épuisé - nouvelle édition à paraître en 2011)	2006
DPHT	Dossier Pays Haïti (à paraître)	2011
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2011
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007
DPNG	Dossier Pays Niger (à paraître)	2011



Publications

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 40 euros

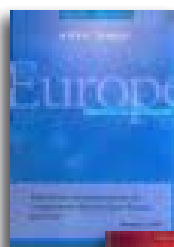
Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



Repertoires des partenariats de cooperation decentralisee : 15 euros

Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

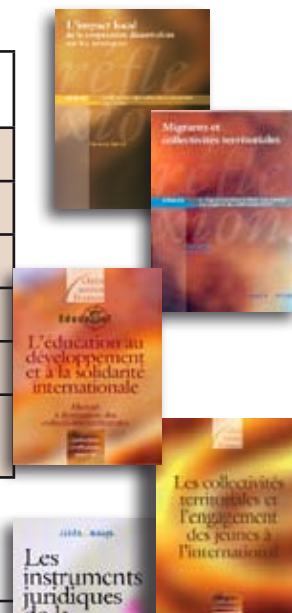
Référence	Ouvrage
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vietnamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPCH	Répertoire des partenariats franco-chinois
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPEU-a	Répertoire des partenariats franco-américains (en anglais)
RPALC	Répertoire des partenariats France - Amérique Latine et Caraïbes
RPBE	Répertoire des partenariats franco-bénois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



Publications

Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro07	Migrants et collectivités territoriales	2008
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	2010



Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

REfo1	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REfo2	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REfo3	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REfo4	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010



Ouvrages hors collection

HCDD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15€
HCPCD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10€
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10€
AFPM	Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan)	2009	22€



NOUVEAU ! Cahiers de la coopération décentralisée

CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 2 - août 2010 Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€	2009	30€
-------	---	------	-----



9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41
Site Internet : www.cites-unies-france.org ■ Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org
Pour s'abonner à la lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org